



Michel Kerautret, Français et Prussiens, une cohabitation difficile, S. 210–222

In: Jacques-Olivier Boudon, Gabriele B. Clemens und Pierre Horn (Hg.):

Erbfeinde im Empire? Franzosen und Deutsche im Zeitalter Napoleons, Ostfildern 2016.

Schriftenreihe *Beihefte der Fancia* 79

Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris

DOI:

Copyright



Das Digitalisat wird Ihnen von perspectivia.net, der Online-Publikationsplattform der Max Weber Stiftung – Deutsche Geisteswissenschaftliche Institute im Ausland, zur Verfügung gestellt. Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

MICHEL KERAUTRET

Français et Prussiens, une cohabitation difficile

Parmi les membres de la coalition européenne qui vient à bout de Napoléon, les Prussiens se montrent les plus acharnés, voire les plus haineux, tant en 1813–1814 qu'en 1815. Leur détermination s'incarne en particulier dans la figure de Blücher, le maréchal »Vorwärts« (»en avant«) qui entraîne les alliés hésitants à franchir le Rhin le 1^{er} janvier 1814, et joue le rôle que l'on sait à Waterloo l'année suivante. S'il n'eût tenu qu'à lui, Napoléon aurait été fusillé sur place au soir de la bataille. Selon une légende due à Blücher lui-même, l'Empereur n'aurait d'ailleurs échappé que de très peu à la capture – et le fait est que sa voiture fut pillée par des soldats de son armée¹. À défaut de s'emparer de l'Empereur vaincu, les Prussiens se lancèrent dans une poursuite impitoyable, semant la terreur et la mort dans tous les villages qu'ils traversaient. Les Anglais, qui passèrent le lendemain sur la même route, furent horrifiés par les horreurs qu'ils découvrirent². Et ce souvenir bouleverse encore Victor Hugo un demi-siècle plus tard: »La cavalerie prussienne, fraîche venue, s'élançait, vole, sabre, taille, hache, tue, extermine [...]. La victoire s'acheva par l'assassinat des vaincus. Le vieux Blücher se déshonora«³.

Par la suite, les Prussiens se montrent encore les plus vindicatifs à l'égard de la France vaincue. Blücher fait reprendre brutalement dans les collections françaises tout ce qui avait été soustrait naguère en Allemagne, et il s'en fallut de peu qu'il ne fit sauter le pont d'Iéna. Les Prussiens voulaient enlever à la France l'Alsace et la Lorraine. Et ils se montrèrent des occupants particulièrement durs, entre 1815 et 1818, dans le secteur qui leur fut attribué – en Normandie notamment⁴.

On ne trouve pas l'équivalent d'une telle animosité chez les autres ennemis de la France, Anglais, Autrichiens ou Russes, même s'ils éprouvent une certaine colère au lendemain des Cent-Jours. Pourquoi cette singularité prussienne? On l'explique souvent par un besoin de revanche: les Prussiens rendraient aux Français ce que ces derniers leur auraient fait subir en leur imposant un traité particulièrement dur en 1807, en occupant Berlin et une grande partie du royaume jusqu'en 1808, et en leur infligeant une série de vexations liées au paiement d'une lourde indemnité de guerre.

Il est vrai que Napoléon lui-même s'était montré impitoyable à l'égard de la Prusse vaincue, ne cachant pas son mépris et sa volonté de l'humilier. Mais les Français ont-ils vraiment imposé aux Prussiens un traitement spécifique, différent de celui qu'ils

- 1 Jean TULARD (dir.), *La berline de Napoléon. Le mystère du butin de Waterloo*, Paris 2012, p. 61.
- 2 Tom CREPON, *Gebhard Leberecht von Blücher. Leben und Kämpfe*, Berlin 1988, p. 334–336.
- 3 Victor HUGO, *Les Misérables*, 2^e partie, livre I^{er}, chap. 13, Paris 1995, t. I, p. 448.
- 4 Sur l'occupation prussienne en France (1815–1818), voir aux archives du ministère des Affaires étrangères (AMAE) les vol. 706 et 707 des Mémoires et documents.

infligèrent à d'autres ennemis vaincus? Si c'est le cas, comment expliquer cette différence? Faut-il mettre plutôt l'accent sur la susceptibilité particulière des Prussiens à l'égard de l'occupant? Faut-il nuancer selon les moments et selon les catégories sociales ou les secteurs géographiques?

I. VAINQUEURS ET VAINCUS: LA DÉCOUVERTE MUTUELLE

La victoire de l'automne 1806 avait été fulgurante. Une campagne de dix jours avait suffi à Napoléon pour détruire deux armées prussiennes à Iéna et Auerstaedt (14 octobre 1806). Puis, ce coup de tonnerre ayant anéanti l'esprit de résistance en Prusse, les places s'étaient rendues successivement, et l'ensemble du territoire avait été occupé en quelques semaines, à l'exception des réduits les plus éloignés. Le roi Frédéric Guillaume III refusant néanmoins de s'avouer vaincu, fort qu'il était du soutien des Russes, la guerre continua plusieurs mois encore autour des places fortes de Silésie (Breslau, Brieg, Kosel, Neiss) et de la Baltique (Dantzig, Kolberg), ainsi qu'en Prusse orientale. Les Français s'établirent alors à demeure dans le reste du royaume, constitué en base arrière de leurs opérations. Après la victoire de Friedland, la paix fut enfin conclue à Tilsit le 9 juillet 1807, deux jours après le traité franco-russe dont elle découlait, et complétée par une convention d'occupation signée quelques jours plus tard à Königsberg⁵.

Malgré – ou à cause de – l'ampleur de la défaite, on ne constate pas, au cours de l'automne 1806, de ressentiment particulier à l'égard du vainqueur. Les témoins s'accordent plutôt pour souligner une certaine bienveillance de la population – où entrent surtout le soulagement et la curiosité. On le voit bien à Berlin. Les habitants craignaient le pire, d'autant plus que les autorités avaient fui précipitamment vers l'est, cédant à une véritable panique. À lire Parquin, entré dans la capitale dès le 25 octobre, avec les premiers détachements français, »la ville était belle mais triste: toutes les boutiques étaient fermées; personne aux fenêtres, et peu de monde dans les rues; aucun équipage ne circulait; le seul bruit qu'on entendait dans les rues était produit par l'artillerie et les caissons de notre armée«⁶. Les rares badauds s'étonnent surtout de trouver les soldats vainqueurs si débraillés, avec leurs uniformes disparates et leurs souliers troués, et de les voir fumer la pipe dans la rue – et ils se demandent comment de telles troupes ont pu vaincre les beaux militaires prussiens. En tout cas on respire: ils ne se conduisent pas en pillards comme les Russes et les Autrichiens l'avaient fait en 1762, la dernière fois que Berlin avait été livré à des ennemis⁷.

Du coup, l'humeur a changé deux jours plus tard, lors de l'entrée solennelle de Napoléon. Le témoignage du capitaine Coignet est corroboré par beaucoup d'autres:

5 Pour le texte du traité du 9 juillet et de la convention du 12 juillet, Michel KERAUTRET, *Les grands traités de l'Empire (1804–1810)*, Paris 2004, p. 291–303.

6 Jacques JOURQUIN, *Souvenirs et biographie du commandant Parquin*, Paris 2003, p. 100.

7 Ruth KÖHLER, Wolfgang RICHTER (éd.), *Berliner Leben 1806–1847. Erinnerungen und Berichte*, Berlin 1954, p. 32–34; Hermann GRANIER, *Die Franzosen in Berlin 1806–1808*, dans: *Hohenzollern Jahrbuch 9 (1905)*, p. 1–43 (rééd. Berlin 2006); Karl August VARNHAGEN VON ENSE, *Denkwürdigkeiten des eigenen Lebens*, Francfort/M. 1987, t. I, p. 392.

«Le peuple était aux croisées comme les Parisiens le jour de notre arrivée d'Austerlitz; c'était magnifique de voir un si beau peuple se porter en foule sur notre passage. On aurait dit des libérateurs, tant le peuple nous suivait». »Il y a des badauds ailleurs qu'à Paris«, commente plus sobrement le vélite Barrès. Quant à Norvins, il croit déceler dans l'intérêt des habitants un mélange de haine et de curiosité⁸.

En vérité, leurs sentiments étaient évidemment partagés. Chez certains, on décèle une sorte de *Schadenfreude* après une défaite militaire aussi complète: la satisfaction plus ou moins avouée de voir un peu rabattue la morgue de la caste militaire. Marbot la relève en 1806, et un autre témoin l'observe encore, un an plus tard:

Les officiers prussiens ne sont point aimés; ils sont au contraire détestés des bourgeois. Répondre à un officier qui vous insultait était manquer au roi, dont il portait l'habit. Aussi étaient-ils d'une insolence outrée. Au spectacle, ou dans un endroit public, si un militaire insultait une femme, l'homme qui l'accompagnait ne pouvait rien dire; il était loisible aux officiers de maltraiter impunément tout ce qui n'était pas des leurs. Les bourgeois joignent maintenant le mépris à la haine qu'ils leur portaient avant la guerre. Quelques-uns m'ont avoué qu'au commencement des hostilités, ils n'osaient faire des vœux pour le succès de leurs armes, tant ils craignaient le retour de ces officiers. [...] Parmi les plus détestés, on distinguait les gendarmes, composés de la première noblesse du pays⁹.

Cette absence de patriotisme d'une grande partie de la population est reconnue, quoique déplorée, par les mémorialistes prussiens¹⁰.

Dans la noblesse et chez les personnes les plus liées à la monarchie, c'est toutefois le sentiment de tristesse et d'humiliation qui domine, voire déjà la rage et l'espoir d'une revanche. Varnhagen assure qu'il éprouva des sentiments de douleur, de tristesse et de haine¹¹. Il est vrai qu'il écrit longtemps après les événements. L'officier-écrivain Julius von Voss parle quant à lui, peu après les faits, de la honte et de la tristesse de tous les patriotes¹². Savary croit voir, de son côté, des larmes aux yeux des belles dames qui peuplent les balcons de l'avenue Unter den Linden le jour de l'entrée solennelle de l'Empereur – mais pour ajouter qu'elles séchèrent vite¹³. Le lendemain, lorsque Napoléon reçoit les autorités de la ville, le vénérable pasteur Jean-Pierre Erman, doyen de l'église huguenote, lui déclare sans ambages: »Sire, je suis Prussien, et je ne serais pas digne de la robe que je porte ni du roi que je sers, si je ne voyais pas Votre Majesté dans ces lieux avec la plus profonde douleur«¹⁴. Il était dans son rôle, et l'Empereur le comprit fort bien.

8 Les cahiers du capitaine Coignet, éd. par Jean MISTLER, Paris 1968, p. 127; Jean-Baptiste BARRÈS, Souvenirs d'un officier de la Grande Armée, Paris 2004, p. 70; Mémorial de J. de Norvins, éd. par L. DE LANZAC DE LABORIE, Paris 1897, t. III, p. 157.

9 Alexandre BELLOT DE KERGORRE, Journal d'un commissaire des guerres pendant le Premier Empire (1806–1821), Paris 1997, p. 27–28. Voir aussi Mémoires du général baron de Marbot, Paris 1891, t. I, p. 308.

10 VARNHAGEN, Denkwürdigkeiten des eigenen Lebens (voir n. 7), p. 402–403.

11 Ibid., p. 392.

12 Cité par Alain RUIZ, Napoléon et les Berlinoises, dans: Revue Napoléon, 28 (2006), p. 36–43, ici p. 38.

13 Mémoires du duc de Rovigo, Paris 1829, t. II, p. 310.

14 RUIZ, Napoléon et les Berlinoises (voir n. 12), p. 41.

Sincères ou convenus, ces sentiments étaient bien naturels. Ils ne sont jamais univoques pourtant. Même les plus hostiles ne peuvent se défendre d'admirer le vainqueur tout en déplorant la défaite de la Prusse. Le prestige de la victoire nimbe les troupes françaises, dans un premier temps du moins, et la gloire de Napoléon éblouit les plus prévenus. Voss par exemple, qui assiste à son entrée solennelle et le décrit »portant d'un air débonnaire un visage, dont le profil est tout à fait celui d'un Romain de l'Antiquité«, entouré de son magnifique cortège guerrier. »Le voir, lui, l'enfant chéri du destin, en qui la nature a réuni tous les traits qui font le caractère du héros [...], voilà un spectacle comme il ne s'en offrira plus à de longues suites de générations«¹⁵. Varnhagen lui-même regarde volontiers »le beau spectacle détesté« des soldats français devant le château, et il avoue qu'ils étaient »dans leur genre extrêmement curieux et constituaient, dans leur mélange de délicatesse et de laisser-aller, une espèce d'êtres qui avait son charme«¹⁶.

Cette description un peu idyllique des premiers rapports entre vainqueurs et vaincus vaut sans doute pour Berlin, mais se vérifie-t-elle ailleurs? Les témoignages ne sont évidemment pas aussi nombreux. On peut supposer que les paysans, soumis à la maraude et aux exactions de soldats laissés à eux-mêmes, n'ont pas toujours éprouvé les mêmes sentiments que les spectateurs berlinois du triomphe de Napoléon. En tout cas, la guerre qui continue dans les provinces de l'est paraît de plus en plus cruelle. Montesquiou rapporte ainsi qu'en Prusse orientale, au début de l'année 1807, »on avait découvert au fond du lac trente cadavres de Français liés à la même corde [...]. Dans cette nation exaspérée par le pillage, et humiliée par une trop prompte défaite, les meurtres étaient fréquents et nous retrouvions les cadavres de nos soldats ou dans les eaux, ou dans l'isolement des forêts, ou dans les ruines des maisons incendiées«¹⁷.

Un autre témoignage concernant la même région et la même période corrobore a contrario celui-ci: »Nous avons vu sortir du village une longue procession de paysans et de paysannes de tout âge, portant en pain, bière, jambon, fromage, eau-de-vie et autres provisions, de quoi faire une large distribution à notre monde. C'était un singulier spectacle de voir cette population pâle et tremblante venir déposer à nos pieds la cruche ou le panier offert à l'ennemi d'un air suppliant, à peu près comme certains peuples font des offrandes aux mauvais génies pour se préserver de leur maligne influence«. Selon ce témoin, les habitants ont été »agréablement surpris de notre modération, et n'ont pas à se plaindre des désordres qu'ils redoutaient. Leurs maisons sont dans ce moment remplies d'officiers et de soldats qui vident les caves et font quatre repas; mais c'est là une des moindres calamités de la guerre«¹⁸.

Ces »moindres calamités« ne leur rendaient évidemment pas les Français très sympathiques. Mais il y eut pire lorsque les paysans voulurent interférer avec les opérations de guerre: »Quelques courriers ayant été arrêtés par des partisans, et un même

15 Ibid., p. 38.

16 VARNHAGEN, *Denkwürdigkeiten des eigenen Lebens* (voir n. 7), p. 394, 406.

17 Anatole de MONTESQUIOU, *Souvenirs sur la Révolution, l'Empire, la Restauration et le règne de Louis-Philippe*, Paris 1961, p. 104.

18 *Journal du général Fantin des Odoards. Étapes d'un officier de la Grande Armée*, Paris 1895, p. 147.

tué sur les frontières de Prusse, l'on fit un exemple terrible; les habitants qui avaient pris les armes furent fusillés et les villages réduits en cendres: ces mesures rétablirent partout la tranquillité¹⁹. La clémence dont bénéficia le noble prince de Hatzfeld à Berlin ne s'appliqua pas partout. Il est vrai que la guerre de partisans conduite non sans succès par le major Schill en Poméranie, par d'autres en Silésie, exaspérait de plus en plus les Français. Ils prirent assez mal, par exemple, que le général Victor, commandant du 10^e corps, ait été capturé près de Kolberg par des irréguliers, le 12 janvier 1807 – il fallut l'échanger début mars contre Blücher²⁰.

Le retour de la paix fit bientôt oublier ces violences, et l'on retrouve à Königsberg, après Tilsit, des scènes comparables à celles de l'entrée à Berlin neuf mois plus tôt. »La foule se précipitait pour voir Napoléon, rapporte un témoin; on attendait anxieusement sa sortie du palais. J'étais à dîner lorsqu'il passa sous mes fenêtres, et je fus témoin de l'empressement qu'il excitait dans la population. On se jetait sous les pieds des chevaux, et plusieurs fois je le vis retenir le sien pour ne pas écraser les curieux«²¹.

II. OCCUPANTS ET OCCUPÉS

La paix rétablie, on aurait dû en revenir rapidement à la normale. Après la victoire d'Austerlitz et la paix de Presbourg, la Grande Armée avait évacué les territoires autrichiens en deux mois, conformément au traité. Dans le cas présent, le traité de Tilsit n'avait rien spécifié à ce sujet, mais l'article 2 de la convention de Königsberg du 12 juillet stipula un calendrier d'évacuation selon lequel l'ensemble du royaume devait être évacué au bout de deux mois et demi, sous réserve de quelques places fortes. Sauf que l'article 4 introduisait une condition: »Les dispositions ci-dessus auront lieu aux époques déterminées dans le cas où les contributions frappées sur le pays seraient acquittées« ou que »des sûretés suffisantes« auraient été données. Des commissaires devaient se réunir deux semaines plus tard à Berlin »pour traiter et décider de tous les différends à l'amiable« (article 5).

Une fois de plus, le diable se trouvait dans les détails. On ne se mit pas d'accord, et l'évacuation se trouva différée. Une nouvelle phase d'occupation commença, qui allait prolonger de plus d'un an le séjour des troupes françaises dans une grande partie du royaume. Cela devait détériorer sérieusement les relations entre Prussiens et Français, qui avaient commencé à se dégrader au cours des mois précédents.

Au début, la cohabitation entre les troupes françaises et les habitants du pays toujours en guerre avait été plus satisfaisante qu'on ne s'y attendait de part et d'autre. Du côté français, il était d'un intérêt bien compris de se concilier l'opinion, ne serait-ce que pour garantir la sécurité des hommes qui cantonnaient à l'arrière de la zone des combats et traversaient sans cesse les provinces occupées pour la rejoindre. Le premier souci de Napoléon avait donc été de rassurer la population en exigeant de ses troupes une stricte discipline. Le général Hulin, nommé gouverneur de Berlin, y avait parfaitement pourvu. Un certain nombre d'actes symboliques tendaient en

19 BELLOT DE KERGORRE, *Journal d'un commissaire des guerres* (voir n. 9), p. 20.

20 Jacques LE COUSTUMIER, *Le maréchal Victor*, Paris 2004, p. 85.

21 BELLOT DE KERGORRE, *Journal d'un commissaire des guerres* (voir n. 9), p. 25.

outré à créer un climat favorable. Il y eut plusieurs allusions déférentes au grand Frédéric dans les bulletins de la Grande Armée, la visite de l'Empereur à son tombeau le 26 octobre à Potsdam²². Puis des égards particuliers pour le prince Ferdinand, dernier frère survivant de Frédéric II, pour la veuve du prince Henri, ainsi que pour d'autres membres de la famille royale demeurés à Berlin. C'est dans cette logique que s'inscrit aussi le fameux geste de clémence à l'égard du prince de Hatzfeld, gouverneur de la ville, convaincu de communication avec l'ennemi et gracié par l'Empereur de façon très théâtrale le 28 octobre²³. L'Empereur s'efforcera aussi, avec un succès inégal, de séduire un certain nombre de personnalités berlinoises. Il ne réussit guère auprès du pasteur Erman, mais conquiert l'historien Johannes von Müller, au cours d'une conversation mémorable, le 20 novembre²⁴.

Pour assurer le calme dans la capitale occupée, Napoléon entend se servir des Berlinoises eux-mêmes, du moins de ceux qui ont le plus d'intérêt au maintien de l'ordre. Sitôt entré dans la ville, il ordonne la réunion de deux mille habitants, pris parmi les plus aisés: ils élisent le 29 octobre une sorte de conseil municipal, lequel désigne ensuite un comité administratif permanent de sept membres, appelé à devenir l'interlocuteur habituel des autorités françaises²⁵. Du fait de leur peu d'expérience, ces derniers s'appuieront néanmoins sur les anciens agents de l'État prussien, demeurés dans la coulisse. Ceux-ci n'auront pas du moins à prêter le serment de fidélité à l'Empereur, exigé de toutes les autorités, les nouvelles, mais aussi celles des anciennes qui restent en place, à commencer par le directeur de la police, Büsching: une cérémonie solennelle se déroule à cet effet le 9 novembre au château, pour les responsables les plus importants, suivie d'une seconde le 20 novembre pour les autres fonctionnaires – jusqu'aux professeurs de lycée. Nul ne semble s'y être refusé²⁶.

L'une des mesures les plus spectaculaires et représentatives de cette volonté de coopérer avec la population, c'est la constitution d'une garde bourgeoise de 1200 hommes en uniforme, commandée par le bijoutier Paul-André Jordan, un membre de la colonie huguenote. Elle remplira parfaitement sa mission, en liaison avec les autorités françaises. En contrepartie, les habitants reçurent l'ordre de remettre aux autorités les armes qu'ils détenaient – mais la mesure fut appliquée sans trop de zèle²⁷.

- 22 Voir les 17^e et 18^e bulletins de la Grande Armée des 25 et 26 octobre 1806. Correspondance de Napoléon I^{er} publiée par ordre de l'empereur Napoléon III, t. XIII, n^o 11069, 11094, Paris 1863, p. 405–406, 420.
- 23 Le récit en est donné par Napoléon lui-même dans le 22^e bulletin de la Grande Armée en date du 29 octobre. Correspondance de Napoléon I^{er} (voir n. 22), n^o 11111, p. 437–438. Certains ont suggéré, au vu des soupçons d'impéritie, voire de trahison, pesant sur Hatzfeld, qui n'avait pas fait évacuer l'arsenal de Berlin, que tout cela était une mise en scène destinée à le disculper aux yeux de son roi. Voir VARNHAGEN, *Denkwürdigkeiten des eigenen Lebens* (voir n. 7), p. 395.
- 24 Alain RUIZ, Napoléon et les Berlinoises (voir n. 12), p. 41–42; VARNHAGEN, *Denkwürdigkeiten des eigenen Lebens* (voir n. 7), p. 405–406.
- 25 Il se composait du libraire Delagarde, du tapissier Hotho, des maîtres-maçons Zelter et Mayer, des négociants Nitze, Wibeau et Béringuier.
- 26 Magnus Friedrich VON BASSEWITZ, *Die Kurmark Brandenburg im Zusammenhang mit den Schicksalen des Gesamtstaats Preußen während der Zeit vom 22. Oktober 1806 bis zu Ende des Jahres 1808*, Leipzig 1851, t. I, p. 113–115. Voir Ilja MIECK, *Von der Reformzeit zur Revolution (1806–1847)*, dans: Wolfgang RIBBE (dir.), *Geschichte Berlins*, Munich 1987, p. 406–477, ici p. 426; GRANIER, *Die Franzosen in Berlin* (voir n. 7), p. 45–47.
- 27 VARNHAGEN, *Denkwürdigkeiten des eigenen Lebens* (voir n. 7), p. 397–398.

Grâce à ces relais locaux, les Français n'ont pas à gérer la vie quotidienne. Cela leur évite d'avoir à mobiliser des moyens de gendarmerie et prévient les heurts et les incidents que le maintien de l'ordre par une troupe étrangère n'aurait pas manqué d'entraîner. Ils se contentent de mettre en place une superstructure, créent quatre départements, dont celui de Berlin et de la Moyenne Marche. Le général Clarke (remplacé par Victor après Tilsit) y exerce l'autorité supérieure, mais l'administration civile incombe à Édouard Bignon, assisté du commissaire des guerres Baudon. Ils ont pour mission principale de veiller qu'il soit pourvu aux besoins des troupes de passage.

Les militaires français sont très nombreux à passer par Berlin, ou à y séjourner quelque temps avant de continuer vers la Pologne; dix à vingt mille – mais parfois davantage – s'y trouvent en moyenne chaque jour entre la fin d'octobre 1806 et le milieu de l'année 1808; on arriverait à un total de 12,5 millions de nuitées pour la période²⁸. On s'installe vite dans une sorte de routine, Prussiens et Français vaquant à leurs occupations respectives. Le commandement, bien conscient du poids que la présence continue des troupes représente, a donné des ordres pour que les soldats n'abusent pas de la situation – comme ils avaient pu le faire en Bavière quelques mois plus tôt – et ces instructions semblent suivies.

Nous fûmes logés chez les habitants et nourris à leurs frais, rapporte Coignet, et une bouteille de vin par jour. C'était terrible pour des bourgeois: le vin, trois francs la bouteille. Ils nous prièrent: ne pouvant pas se procurer du vin, ils nous donneraient de la bière en cruchon. À l'appel, tous les grenadiers en parlèrent à nos officiers, qui nous prièrent de ne pas les contraindre à nous donner du vin, que la bière était excellente. Nous portâmes la consolation dans toute la ville et la bière en cruchon ne fut pas épargnée – il n'est pas possible de boire de meilleure bière. Et la paix et la bonne harmonie régna partout; il n'est pas possible d'être mieux²⁹.

Un autre témoin atteste pour la province le même souci d'atténuer un peu les effets de toute façon très pénibles de l'occupation: le régiment de Fantin, stationné en Silésie, est dispersé entre quatre villes et cent villages pour diluer la charge pesant sur les habitants. Mais les ressources du château local ne sont pas ménagées: »Cuisine, cave, gens, meute et chevaux, tout est à leur disposition, et ces messieurs mènent joyeuse vie«³⁰.

Les officiers et soldats français ne manquent pas de faire un peu de «tourisme», en particulier à Berlin, une capitale qu'ils apprécient en général. Ainsi Barrès, qui reste vingt-sept jours et visite »tous les beaux quartiers, toutes les collections importantes de cette belle ville«³¹. Beaucoup se rendent aussi à Potsdam pour visiter Sans-Souci et les lieux marqués par le souvenir de Frédéric II. Ils vont aussi volontiers à l'opéra, qui fonctionne comme à l'accoutumée. Certains achètent des souvenirs, comme

28 MIECK, *Von der Reformzeit zur Revolution* (voir n. 26), p. 428.

29 Les cahiers du capitaine Coignet (voir n. 8), p. 127.

30 *Journal du général Fantin* (voir n. 18), p. 168.

31 BARRÈS, *Souvenirs d'un officier* (voir n. 8), p. 72. Voir *Journal du général Fantin* (voir n. 18), p. 109–110.

Thiébault qui rapporte un collier d'ambre à son épouse³². D'autres prélèvent sans vergogne quelques objets de leur goût dans les collections qu'ils visitent.

Quant aux Berlinoises, ils viennent voir les Français faire l'exercice sur le Lustgarten, devant le château où Napoléon réside un mois, et s'habituent à leur présence en tous lieux ainsi qu'à leurs feux de bivouac nocturnes. Une certaine vie sociale apparaît aussi, moins à Berlin peut-être que dans les garnisons de province, où les officiers français, surtout s'ils sont nobles ou bien élevés, sont reçus fort gracieusement: ainsi le capitaine Auguste Petiet et son camarade Hoffmann chez le comte Dohna à Reicherswalde; le jeune Espinchal à Breslau puis à Landsberg, en Silésie; Fantin des Odoards à Glogau³³. L'intérêt bien compris de leurs hôtes y avait peut-être sa part. À l'inverse, ressurgit parfois, au sujet des mêmes figures, le cliché prérévolutionnaire du Français un peu fat³⁴.

Les mémorialistes français assurent que nombre de Berlinoises, eseuilées du fait de la guerre ou sensibles au prestige des vainqueurs, ne demeurèrent pas trop cruelles à leurs farouches occupants. On se rencontrait beaucoup au théâtre selon Norvins, qui assure que «la haine prussienne, une fois tombée en quenouille, perdait nécessairement une partie de sa rigueur»³⁵. Peut-être se vantent-ils un peu, mais les sources prussiennes paraissent confirmer ce phénomène, précédemment constaté en Bavière ou en Autriche – et somme toute universel.

Il n'y a que peu de ressemblances entre les Prussiennes et les Allemandes en général, précise Fantin, qui passe à Berlin en mars 1807. Autant celles-ci sont indolentes et difficiles à émouvoir, autant celles-là sont vives et séduisantes. Cette différence n'est pas moins sensible au physique. Les femmes de cette partie de l'Europe sont pour la plupart grandes, gauches et d'une charpente matérielle, souvent belles, rarement jolies; leur physionomie est douce, mais insignifiante. À Berlin, elles sont petites, sveltes, de la tournure la plus voluptueuse, et d'une figure fine autant que séduisante. S'il faut en croire des officiers de ma connaissance qui habitent cette capitale depuis plusieurs mois, ces dames ont assez bonne opinion de leurs charmes pour ne pas chercher à en augmenter le prix par une longue résistance. L'accueil plus que bienveillant qu'elles ont fait aux Français a été au-delà de celui dont ils ont eu à se louer à Vienne³⁶.

Le temps passant, ces idylles se multiplièrent, et certaines se révélèrent touchantes et durables³⁷.

Cet empressement s'observe d'ailleurs plutôt dans le peuple que dans la bonne société. Il semble qu'on ne se soit pas bousculé aux soirées données par Mmes Victor,

32 Mémoires du général baron Thiébault, publiés par Fernand CALMETTES, Paris 1895, t. IV: 1806–1813, p. 106.

33 Nicole GOTTERI, Claude Petiet, ministre de la Guerre, intendant général de la Grande Armée, et ses fils Alexandre, Auguste et Sylvain, Paris 1999, p. 232–234; Hippolyte d'ESPINCAL, Souvenirs militaires, Paris 2005, p. 133, 142; Journal du général Fantin (voir n. 18), p. 170.

34 À propos de Jules de Canouville: VARNHAGEN, *Denkwürdigkeiten des eigenen Lebens* (voir n. 7), p. 475–476.

35 Mémorial de J. de Norvins (voir n. 8), p. 159.

36 Journal du général Fantin (voir n. 18), p. 111.

37 GRANIER, *Die Franzosen in Berlin* (voir n. 7), p. 60–61. On en trouve l'illustration romanesque dans Willibald ALEXIS, Isegrimm, Berlin 1854 (ce roman, nourri des souvenirs personnels de l'auteur, présente un tableau très vivant et juste de l'époque).

Daru ou Mathieu-Fabvier³⁸. De manière plus générale, il est manifeste qu'une partie des occupés ne désarme pas et rumine sa haine du vainqueur. D'anciens officiers, notamment, licenciés après Tilsit, conservaient l'esprit belliqueux qui avait poussé à la guerre au cours de l'été 1806. Ils provoquent des incidents et suscitent des duels. D'aucuns sifflent l'uniforme français au théâtre de Königsberg en août 1807, suscitant l'ire de l'Empereur³⁹. D'autres défient des officiers français : à Breslau, le 2 décembre, «un ex-colonel prussien [Tauenzien], causant avec trois personnes en allemand, tint des propos si injurieux sur l'Empereur que le capitaine d'artillerie Gourgaud, qui les entendit et qui parlait parfaitement cette langue, le provoqua en duel et le tua»⁴⁰. Parmi les plus irréconciliables, le maréchal Blücher, fait prisonnier à Lübeck, puis échangé, et assigné à résidence sur ses terres de Poméranie. C'est en vain que Napoléon a tenté de le séduire lors d'une rencontre à Finkenstein en avril 1807 : »Das ist ein verfluchter Kerl, commente le maréchal. Er war so charmant, dass ich gar nicht an einen Hass gegen ihn dachte. Doch der verfluchte Fuchs fängt mich nicht«⁴¹. Par la suite, il continuera ses »bravades« au point de susciter des menaces directes de l'Empereur, »las des fanfaronnades prussiennes«⁴².

Ce fond de polémique doit beaucoup, il faut le dire, aux provocations de Napoléon lui-même, qui n'a guère ménagé l'amour-propre prussien. Pour motiver ses troupes, il en a appelé d'abord aux souvenirs, humiliants pour les militaires prussiens, de la retraite de Champagne de 1792⁴³. Puis il n'a cessé, dans ses bulletins, d'accabler de sarcasmes la reine Louise qu'il tient pour la principale responsable⁴⁴. Mais la violence même de ses attaques, si justifiées soient-elles sur le fond, ne pouvait que susciter une réaction de fierté nationale et de sympathie pour la reine. Plusieurs voix s'élèvent pour la défendre : Erman, Iffland, Heinsius⁴⁵. Le patriotisme prussien devait s'offusquer davantage encore de quelques symboles qui constituent une vengeance à l'égard du grand Frédéric lui-même : la destruction de la colonne commémorant sa victoire de Rossbach en 1757, et surtout la saisie, à Potsdam, de l'épée et de l'écharpe du roi, aussitôt expédiées à Paris pour être déposées aux Invalides⁴⁶. Bientôt, plus visible et douloureux encore pour une majorité des habitants, viendra le décrochage du quadrige de la porte de Brandebourg (2–8 décembre 1806) et son transport à Paris par

38 BELLOT DE KERGORRE, *Journal d'un commissaire des guerres* (voir n. 9), p. 29. Voir GRANIER, *Die Franzosen in Berlin* (voir n. 7), p. 60.

39 Lettre de Napoléon à Champagny, 7 septembre 1807. Napoléon BONAPARTE, *Correspondance générale*, t. VII, Paris 2010, n° 16313, p. 1096. Voir Michel KERAUTRET, *Une colère de l'Empereur en 1807. À propos d'une lettre peu connue de Napoléon*, dans : *Revue du souvenir napoléonien* 443 (2002), p. 12–15.

40 ESPINCHAL, *Souvenirs militaires* (voir n. 33), p. 134.

41 CRÉPON, *Leberecht von Blücher* (voir n. 2), p. 166.

42 Lettre de Napoléon au maréchal Berthier, 24 septembre 1807. BONAPARTE, *Correspondance générale* (voir n. 39), n° 16408, p. 1138.

43 Proclamation du 6 octobre 1806. *Correspondance de Napoléon I^{er}* (voir n. 22), p. 313.

44 En particulier dans les 8^e, 17^e et 18^e bulletins. *Correspondance de Napoléon I^{er}* (voir n. 22), p. 363, 405, 421.

45 MIECK, *Von der Reformzeit zur Revolution* (voir n. 26), p. 440.

46 Sur Rossbach, 11^e bulletin ; sur les insignes de Frédéric, 18^e bulletin. *Correspondance de Napoléon I^{er}* (voir n. 22), p. 371, 420.

bateau⁴⁷. Sans doute n'était-ce qu'un symbole, mais il fut d'autant plus durement ressenti que le poids des contraintes matérielles s'aggravait.

Les casernes ne suffisant pas à loger ni les magasins à nourrir les soldats de passage, on recourut massivement aux particuliers (billets de logement). La charge correspondante a pu être estimée à 20 francs par jour pour un officier et 2 francs par jour pour un homme de troupe⁴⁸. À la longue, cela concerna de très nombreuses familles berlinoises, à proportion de leurs capacités. Le comte Dönhoff, dans sa maison de la Wilhelmstrasse, aurait accueilli successivement 20 généraux, et dépensé 30 000 thalers (plus de 100 000 francs), l'écrivain Friedrich Nicolai hébergé simultanément 22 hommes et 12 chevaux⁴⁹. Quant à ceux qui n'étaient pas en état de loger eux-mêmes des Français, ils devaient s'acquitter d'une taxe spécifique.

On prenait du moins son mal en patience tant que la guerre continuait. Or, la paix de Tilsit ne mit pas fin à l'occupation. Les commissaires français et prussiens se réunirent bien en août à Berlin sous la direction de Daru et Sack pour liquider la dette prussienne, mais ils ne purent tomber d'accord sur un montant: Napoléon réclamait 154 millions, la partie adverse en offrait 19. La négociation allait s'éterniser⁵⁰. Entre-temps, les Français percevaient directement les recettes fiscales, et Daru, commissaire général, mettait la Prusse en coupe réglée. »Il tenait en partie double le livre rouge de la conquête, écrit plaisamment Norvins; la colonne Doit représentait la Prusse, et la colonne Avoir, c'était la France. [...] Il percevait tous les impôts de la guerre et tous les revenus du royaume. Toutes les troupes restées à la garde des provinces conquises n'étaient, à vrai dire, que les garnisaires de l'administration de M. Daru«. Et de conclure: »C'était beaucoup pour un peuple ennemi d'avoir affaire à la fois à Napoléon et à Daru!«⁵¹

En tout cas, la prolongation de l'occupation grevait toujours davantage l'économie locale. Et elle allait durer jusqu'à l'automne 1808. Selon Bignon, l'occupation française aurait coûté au total à la Prusse en contributions, réquisitions, fournitures, plus de 500 millions de francs, non compris le montant de la dette de la guerre, qui devait être arrêté finalement à 120 millions lors du traité d'Erfurt, en octobre 1808⁵². Pour répondre aux demandes françaises, la ville de Berlin dut introduire un impôt sur la fortune et diverses taxes, et même souscrire des emprunts. Si l'on ajoute à cela les premiers effets du blocus continental, institué précisément par le décret de Berlin (21 novembre 1806), on comprend que la situation se dégradait rapidement pour les habitants. Les prix des denrées les plus nécessaires augmentaient rapidement, comme le nombre des nécessiteux.

Ce fond de tableau explique aisément l'évolution de l'opinion majoritaire des Berlinoises et des Prussiens occupés au fil des mois. Dans un premier temps, on pouvait se déclarer relativement favorable à l'occupant, et en tout cas très critique envers le gou-

47 MIECK, *Von der Reformzeit zur Revolution* (voir n. 26), p. 427-428.

48 Karl OBERMANN, *La situation de la Prusse sous l'occupation française*, dans: *Occupants occupés 1792-1815. Actes du colloque de Bruxelles de 1968*, Bruxelles 1969, p. 257-286, ici p. 264.

49 GRANIER, *Die Franzosen in Berlin* (voir n. 7), p. 35.

50 Charles LESAGE, *Napoléon 1^{er} créancier de la Prusse*, Paris 1924; OBERMANN, *La situation de la Prusse* (voir n. 48), p. 260-263.

51 Mémorial de J. de Norvins (voir n. 8), p. 158-161.

52 Édouard BIGNON, *Histoire de France sous Napoléon*, t. VII, Paris 1838, p. 399.

vernement prussien. Friedrich von Cölln, un fonctionnaire silésien, dresse un véritable réquisitoire dans ses »Lettres familières«, publiées en 1807 – qui lui vaudront des poursuites après le retour du roi⁵³. D'autres se montrent encore plus sévères, tels que le colonel Massenbach, qui le paiera plus tard de longues années de forteresse, ou encore Friedrich Buchholz⁵⁴. Ces critiques faisaient sans doute l'affaire des occupants, mais certaines d'entre elles pouvaient apparaître aussi comme constructives du point de vue prussien, et passer pour une contribution à la nécessaire réforme du pays – ce qui vaudra à Cölln d'être recruté ensuite par le chancelier réformateur Hardenberg.

D'autres auteurs, en revanche, épousent ouvertement la cause des Français. Outre Johannes von Müller, qui passe au service du roi Jérôme en Westphalie, le plus connu est le publiciste Alexandre Daveson, dit Lange, directeur du journal »Le Télégraphe«, qui devint rapidement une sorte de journal officiel de l'occupant, financé par lui, et perdit de ce fait tout crédit auprès des occupés. La »collaboration« prit aussi la forme de l'engagement militaire dans la Grande Armée: le prince d'Isenburg constitua même un régiment composé d'anciens officiers et soldats prussiens. C'étaient des cas extrêmes, dont la majorité se dissocia de plus en plus vivement, même si l'on n'en vint pas à des violences comme il s'en produisit à d'autres époques dans des situations analogues. On signalera tout de même une dénonciation anonyme de 1808, qui fut remise au roi Frédéric Guillaume, et stigmatisait quarante-quatre mauvais patriotes, tout en louant le bon esprit de quarante-deux sujets fidèles⁵⁵.

On notera au passage que les descendants des huguenots français, contrairement à ce que certains avaient pu imaginer, se gardèrent bien, sauf exception, de coopérer avec leurs lointains cousins. Leur connaissance de la langue française les conduisit parfois à servir d'interprètes ou de secrétaires, mais cela n'alla pas plus loin. »Ils sont très attachés à leur nouvelle patrie, constate un témoin, et quand je leur parlais de l'intention présumée de quelques-uns d'entre eux de retourner dans leur pays d'origine, ils m'assuraient qu'aucun ne commettrait pareille sottise. Tous me paraissent avoir une haine invétérée contre la France, qu'ils accusent de les avoir chassés avec une extrême barbarie. Le temps semble accroître leur désir de vengeance, et je les regarde comme nos ennemis les plus acharnés«⁵⁶. Quant aux quelques émigrés de la Révolution servant dans l'armée prussienne, et qui auraient pu être poursuivis comme traîtres par les Français, Napoléon donna l'ordre de ne pas les inquiéter. Cela concerna, entre autres, le jeune poète Chamisso.

Cependant, l'esprit de résistance croissait au fil des mois. Cela commence par le persiflage au printemps 1807, lorsque l'on voit les Français piétiner devant Kolberg

53 FRIEDRICH VON CÖLLN, *Vertraute Briefe über die neuen Verhältnisse am preussischen Hofe seit dem Tode Friedrichs II.*, Amsterdam, Cologne 1807, 6 vol. Il publie ensuite un complément, *Neue Feuerbrände*, Amsterdam 1807.

54 CHRISTIAN VON MASSENBACH, *Betrachtungen und Aufschlüsse über die Ereignisse der Jahre 1805–1806*, Amsterdam 1808; [FRIEDRICH BUCHHOLZ], *Galerie de caractères prussiens*, Paris 1808. Voir VARNHAGEN, *Denkwürdigkeiten des eigenen Lebens* (voir n. 7), p. 404.

55 GRANIER, *Die Franzosen in Berlin* (voir n. 7), p. 93–97.

56 BELLOT DE KERGORRE, *Journal d'un commissaire des guerres* (voir n. 9), p. 28. Sur ce sujet, exposé documenté de Viviane ROSEN-PREST, *Les huguenots à Berlin face à l'occupation napoléonienne 1806–1808*, dans: *Recherches germaniques* 40 (2010), p. 151–176.

et Dantzig. Puis l'on entend des piques au théâtre, la presse prend quelques libertés – qui entraînent des interdictions de journaux, voire des arrestations. Sans oublier les prédications de pasteurs comme Hanstein ou Ribbeck, ni celles, fameuses, de Schleiermacher à l'église de la Trinité. Les discours de Fichte à la nation allemande n'eurent pas, en revanche, l'écho qu'on leur prête parfois. Mais l'anniversaire du roi, le 3 août 1807, celui de la reine Louise, le 10 mars 1808, donnent lieu à des manifestations publiques de sympathie à leur égard⁵⁷.

Même si cela reste limité, les esprits durent sembler assez bien disposés pour que le ministre Stein, venu de Königsberg à Berlin au mois d'août 1808 dans le cadre de la négociation financière, ait pu juger le moment favorable à un soulèvement. La guerre d'Espagne venait d'éclater, elle allait obliger les Français à alléger leur dispositif en Prusse. N'était-ce pas l'occasion, comme le suggère le colonel Gneisenau, de déclencher une «guerilla» contre les occupants? Stein le croit, et il propose au roi d'y préparer la population: »Il faut entretenir dans la nation des sentiments de mécontentement à l'égard de la dépendance pesante d'un peuple étranger, exubérant, de plus en plus vain. [...] Il faut répandre et animer certaines idées sur la manière de déclencher et de diriger une insurrection«⁵⁸. Dans l'ombre, un certain nombre d'hommes résolus se préparent à agir et s'organisent dans le cadre d'une société secrète – un peu mythifiée sans doute –, le Tugendbund⁵⁹. Mais Stein a l'imprudence de s'ouvrir sans précaution au prince de Sayn de ses intentions: sa lettre arrive à la connaissance des Français – sans doute par l'intermédiaire d'adversaires prussiens des réformes engagées par le ministre –, et Napoléon la fait publier à grand bruit dans le »Moniteur«. Le projet tourna court, et le départ des troupes d'occupation allait le rendre inutile.

La fin de l'occupation française fut annoncée en effet après la signature, le 8 septembre 1808, d'une convention terminant le différend financier, trois places fortes demeurant seules en gage⁶⁰. Davout supervisa le retrait, et le général Saint-Hilaire demeura le dernier à Berlin, avec le 7^e régiment d'infanterie légère. Le 5 décembre 1808, il remit les clés de la ville au prince Ferdinand, lors d'une belle cérémonie militaire où l'on échangea de beaux discours. La joie de la libération fit un peu oublier aux témoins leur ressentiment. Montesquiou, qui était présent, note cependant que »la population de Berlin avait changé d'attitude et de physionomie: les vaincus relevaient la tête«⁶¹.

La fin de l'occupation ne signifiait pas, néanmoins, un complet retour à la normale, et encore moins le rétablissement du statu quo antérieur à la guerre de 1806. La menace française restait présente comme une épée de Damoclès, matérialisée par les garnisons des places prussiennes de l'Oder conservées en gages (Stettin, Küstrin et Glogau), ainsi que par la présence de contingents français dans les États voisins de la Prusse (Westphalie et duché de Varsovie, à Magdebourg et Dantzig notamment). La Prusse, dont l'armée ne devait pas dépasser 42 000 hommes, en application de la convention du 8 septembre, était donc réduite à filer doux. S'agissant de la question

57 GRANIER, *Die Franzosen in Berlin* (voir n. 7), p. 64–66.

58 OBERMANN, *La situation de la Prusse* (voir n. 48), p. 273.

59 Joseph VIDAL DE LA BLACHE, *La régénération de la Prusse après Iéna*, Paris 1910, p. 379–392.

60 KERAUTRET, *Les grands traités* (voir n. 5), p. 417–423.

61 MONTESQUIOU, *Souvenirs sur la Révolution* (voir n. 17), p. 124.

financière en particulier, elle allait devoir obtempérer, quoi qu'il lui en coûtât, aux exigences inflexibles de Napoléon. La charge se révéla très lourde⁶².

Cet enjeu exaspéra forcément un ressentiment que l'humiliation et les pertes territoriales subies nourrissaient déjà dans l'aristocratie. On le vit dès 1809, lorsque l'invincibilité de Napoléon parut un moment ébranlée, après l'échec subi par lui à Aspern/Essling: un certain nombre d'officiers prussiens, Dornberg et Schill notamment, se lancèrent, de façon plus ou moins privée, mais non isolée, dans des raids contre la Westphalie de Jérôme, semant quelque temps l'inquiétude dans le royaume⁶³. Le gouvernement prussien suspendit le paiement des traites de la dette envers la France. La victoire de Wagram mit un terme à ces soubresauts. Quelques mois plus tard, le retour du roi et de la reine à Berlin, après trois ans de séjour à Königsberg, sembla ramener un peu d'apaisement – ou de résignation.

Dans l'ombre, la volonté de revanche se manifestait néanmoins sous des formes diverses, parmi les militaires notamment. Elle allait trouver de nouveaux aliments lorsque commença une nouvelle occupation française. Celle-ci résulta non d'une guerre, mais du traité d'alliance franco-prussien signé en février 1812 contre la Russie. Elle fut pourtant, de manière paradoxale, encore plus mal supportée par la population que la précédente. L'alliance était impopulaire, et les Français se comportaient, de leur côté, en alliés méfiants et exigeants. Napoléon fit occuper sans façon la forteresse de Spandau, et ses troupes multiplièrent les réquisitions. Fantin, revenu en Prusse en 1812, constate pourtant »l'épuisement du pays qui, depuis plusieurs années, constamment accablé par les taxes et la nourriture des gens de guerre, a passé de l'opulence à un état de misère trop visible«⁶⁴. Cela n'allait faire qu'empirer, dès lors que la Prusse allait servir de base arrière aux opérations contre la Russie.

Tout cela contribue à expliquer l'attitude franchement hostile de la population lorsque les Français reviennent de Russie à la fin de l'année, ainsi que l'adhésion assez forte à l'entrée en guerre en 1813. Côté français, on trouvera dans »la défection de la Prusse« la justification des préventions nourries depuis des années contre la politique prussienne, et Napoléon, en particulier, celle de la méfiance obstinée qu'il a conçue au fil des années. Ceux de ses généraux qui, comme Rapp, gouverneur de Dantzig, plaident parfois la générosité, lui semblent bien naïfs, et il les renvoie aux rapports sans indulgence de Davout, son proconsul en Allemagne, très bien informé des sentiments réels des Prussiens⁶⁵.

62 LESAGE, Napoléon 1^{er} créancier de la Prusse (voir n. 50), *passim*; Michel KERAUTRET, 1810, un tournant pour l'Allemagne?, dans: Thierry LENTZ (dir.), 1810. Le tournant de l'Empire, Paris 2010, p. 263–283, ici p. 273–276.

63 Jacques-Olivier BOUDON, Le roi Jérôme, frère prodigue de Napoléon, Paris 2008, p. 283–288.

64 Journal du général Fantin (voir n. 18), p. 295.

65 »Dès la première année de mon commandement, écrit Rapp dans ses Mémoires, tous les rapports que j'envoyais à Paris étaient marqués du coin de la modération et de la vérité. Je représentais à Napoléon qu'il était difficile aux Prussiens d'oublier si vite leur grandeur passée, que les esprits se calmaient, que le roi, les ministres, la famille royale, ne cessaient d'inviter la nation à cette résignation que le malheur rend indispensable. J'ai toujours écrit dans le même sens. Je n'avais à me plaindre de personne. Mais tous les commandants n'y mettaient pas la même bienveillance. Leurs rapports donnèrent à Napoléon de nouveaux doutes sur la conduite de la Prusse. Il me chargea de redoubler de surveillance: »Ne passez rien aux Prussiens, me disait-il dans une lettre. Je ne veux pas qu'ils lèvent la tête«, Mémoires du général Rapp, Paris 1823, p. 134–135.

Mais la dureté ne pouvait que nourrir la haine. Celle-ci, bien réelle, éclate dans les diatribes d'un Kleist à partir de 1809, qui appelle au tyrannicide⁶⁶. Elle arme le bras du jeune étudiant Staps, qui tente d'assassiner l'Empereur à Vienne. Certes, la magnanimité n'aurait sans doute pas suffi à empêcher tout ressentiment. Mais celui-ci aurait peut-être pris un tour moins extrême, et il n'aurait sans doute pas été aussi largement partagé dans toutes les couches de la société.

66 VIDAL DE LA BLACHE, *La régénération de la Prusse* (voir n. 59), p. 394–395.